



Institut
EGA

Le projet de gazoduc *EastMed* : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

Barbara Teper

*Analyste - Commission Sécurité & Défense internationales
Institut d'Études de Géopolitique Appliquée*

Août 2020

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2020.

Comment citer cette publication :

Barbara Teper,

« Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ? », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 12 août 2020.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

Sommaire

Introduction – P. 2

Dépasser la limite des inévitables tensions régionales pour faire prévaloir les enjeux économiques : la véritable ambition des acteurs régionaux ? – P. 5

Un outil au service de l'Europe : diversifier les sources d'approvisionnement énergétique et réaffirmer son autorité – P. 8

Nouvelle ère ou projet déjà compromis ? – P. 10

Conclusion – P. 12

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

Introduction

Rapidement éclipsé par le développement de l'épidémie de coronavirus, c'est pourtant un événement majeur pour l'avenir de la Méditerranée orientale — mais aussi de l'approvisionnement énergétique européen — qui s'est déroulé le 2 janvier 2020. En effet, ce jour-là, le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, le président chypriote Níkos Anastasiádis et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu se sont réunis à Athènes pour signer l'accord ouvrant la voie à la construction du gazoduc Eastmed.

Le projet EastMed — pour *Eastern Mediterranean*, Méditerranée orientale — a pour objectif la construction d'un pipeline de près de 1 900 kilomètres partant d'Israël et destiné à approvisionner l'Europe en gaz naturel. Le gazoduc passerait ainsi par Chypre, puis par la Grèce pour finalement rejoindre l'Italie.



Ce projet de gazoduc n'aurait pas pu voir le jour sans les récentes découvertes d'hydrocarbures en Méditerranée orientale et, principalement, à proximité des côtes chypriotes et israéliennes. C'est en 2009 que la compagnie américaine Noble Energy découvre le champ gazier Tamar à 90 kilomètres des côtes israéliennes. Depuis, ce sont notamment les champs gaziers de Leviathan (Israël), d'Aphrodite (Chypre) et de Zohr (Égypte) qui ont été découverts.

Ces découvertes représentent « *a complete surprise* », selon les mots du ministre israélien de l'énergie, Yuval Steinitz, mais également une formidable aubaine pour des États qui, comme Israël et Chypre, ne possédaient pas d'importantes ressources naturelles auparavant. La quantité de gaz issu des nouvelles réserves offshore est ainsi censée permettre à la fois de répondre à la demande nationale et de développer les exportations à destination de l'Europe.

Le projet EastMed est la preuve d'une volonté forte de contrer le gazoduc Turkstream, fruit de l'alliance entre Moscou et Ankara, inauguré le 8 janvier dernier. Turkstream relie les villes d'Anapa, en Russie, à Kiyiköy, en Turquie, en passant sous la mer Noire. Il doit permettre d'acheminer près de 15 milliards de mètres cubes de gaz vers l'Europe. Europe qui, par ailleurs, ne se tient pas éloignée de cette concurrence énergétique ; en effet, l'Union européenne participe au financement du projet EastMed au sein des projets d'intérêt commun et menace la Turquie de sanctions en cas de forage d'hydrocarbures dans les eaux chypriotes.

Au niveau régional, ce ne sont pas seulement les trois États signataires de l'accord du 2 janvier et la Turquie qui sont impliqués, mais aussi l'Égypte et le Liban. En effet, avec la découverte du champ gazier de Zohr, l'Égypte dispose de suffisamment de gaz pour sa consommation nationale et se lance désormais dans l'exportation, profitant ainsi de ses infrastructures déjà existantes. L'ambition du Caire est également de devenir un hub gazier, une plateforme de transport par laquelle transiterait le gaz en provenance de Chypre et d'Israël pour ensuite être exporté. S'agissant du Liban, c'est sa proximité avec Israël et les tensions frontalières qui lui donnent un rôle de poids dans les questions énergétiques en Méditerranée orientale, et ce malgré son incapacité à devenir par lui-même un acteur de l'énergie dans la région.

Si les acteurs sont majoritairement régionaux, le projet Eastmed et ses implications concernent également les grandes puissances : l'Europe, qui cherche à diversifier son approvisionnement énergétique, mais également les États-Unis — en raison des liens qui les unissent à Israël, de leur vision quant au rôle qu'ils doivent avoir dans la région, mais aussi parce que le projet EastMed, en concurrençant le projet Turkstream, constitue un nouvel obstacle face aux ambitions russes. C'est donc un jeu complexe qui mêle ces multiples acteurs dans les eaux troubles de la Méditerranée orientale.

Pourtant, les représentants étatiques n'hésitent pas à présenter EastMed comme le point de départ d'une nouvelle ère géopolitique au Proche-

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

Orient et, lors du forum CERAWEEK à Houston en 2019, le ministre israélien de l'énergie se félicitait que, « *pour la première fois, Israël et l'Égypte puisse discuter autour d'une même table pour parler non pas seulement de diplomatie, de contre-terrorisme ou de sécurité mais aussi d'enjeux économiques extrêmement importants* »¹. Le projet de gazoduc représenterait donc le triomphe du pragmatisme économique face aux tensions régionales. Un apaisement dont la cause serait la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts économiques ?

Les questionnements que soulèvent le projet Eastmed peuvent ainsi être résumés sous forme de deux questions, en apparence simples : ce projet est-il avant tout économique ou bien géopolitique ? Ce projet ouvre-t-il la voie à un changement de modèle géopolitique en Méditerranée orientale ?

Pour répondre à ces questions, il convient, tout d'abord, de s'interroger sur l'ambition des acteurs régionaux et de se demander si le projet EastMed correspond véritablement à une volonté d'apaisement des tensions. L'exemple de l'implication européenne dans le projet permet également de remettre en cause l'idée d'un bouleversement du modèle géopolitique régional. Ce sont finalement les limites inhérentes au projet qui constituent l'obstacle majeur à un effet révolutionnaire d'EastMed sur le schéma des relations dans la région.

¹ CERAWEEK, Eastern Mediterranean Gas Renaissance, Houston, 2019.

I. Dépasser la limite des inévitables tensions régionales pour faire prévaloir les intérêts économiques : la véritable ambition des acteurs régionaux ?

Si l'on se fie aux déclarations de B. Netanyahu, premier ministre israélien, ou de K. Mitsotakis, premier ministre grec, le projet de gazoduc EastMed repose sur la volonté d'une plus grande coopération économique au cœur d'une région où se multiplient les tensions et les conflits. Mitsotakis considère ainsi qu'« *EastMed n'était une menace pour personne* »², qu'il s'agit d'un « *accord stratégique dans une région en manque de coopération* », et Netanyahu estime que le projet EastMed va apporter « *la sécurité et la prospérité dans la région* ». Cet accord qui se fonde sur des intérêts économiques aurait donc pour véritable ambition d'apaiser la situation au Proche-Orient ? De dépasser les conflits pour entrer dans l'ère du pragmatisme économique, renouvelant ainsi le schéma géopolitique régional ?

1. La prospérité : les intérêts économiques d'un tel projet

Les intérêts économiques sur lesquels repose ce projet proviennent du fait que les deux États producteurs, Chypre et Israël, disposent désormais de suffisamment de gaz pour leur consommation nationale et peuvent ainsi espérer devenir des puissances exportatrices. C'est bien pour cette raison que, depuis les découvertes d'hydrocarbures dans le bassin du Levant, ces deux États, ainsi que l'Égypte, cherchent le meilleur outil d'exportation. Selon l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)³, les possibilités explorées par Chypre et Israël ont d'abord différencié : Israël a considéré que l'exportation de son gaz devait passer prioritairement par l'Égypte qui possède déjà les terminaux nécessaires au transport du gaz naturel liquéfié (GNL), alors que Chypre a notamment réfléchi à la construction de sa propre usine de liquéfaction — mais les coûts auraient été trop élevés. Selon l'IRIS encore, en 2019, le projet EastMed n'apparaissait pas comme l'hypothèse à privilégier car il était considéré comme « *trop coûteux, techniquement difficile et [pouvant] causer de sérieux problèmes politiques avec la Turquie* ».

² P. TUGWELL, « Leaders from Israel, Cyprus, Greece sign EastMed gas pipe deal », *Bloomberg*, 03/01/2020.

³ L. BACCARINI, « Enjeux économiques et sécuritaires de la production de gaz naturel en Méditerranée orientale », IRIS, 14/06/2019.

On peut alors se demander ce qui a poussé Chypre, la Grèce et Israël à accélérer le processus d'accord d'un projet qui, selon les termes du directeur du centre pour l'énergie de l'Institut français des relations internationales, Marc-Antoine Eyl-Mazzega, « *ne fait pas sens économiquement* »⁴ ?

2. *La sécurité : une volonté d'apaisement ?*

Si l'ambition qui se révèle à travers le projet de gazoduc n'est pas prioritairement économique, c'est qu'elle est avant tout géopolitique. Ainsi, Gabriel Mitchell, chercheur à l'Institut Mitvim (Institut israélien des politiques étrangères régionales), considère que « *tout dans ce processus est désormais géopolitique* ». La question qui se pose désormais est de savoir s'il s'agit de développer une plus grande coopération ? D'apaiser les tensions régionales ? Ou bien s'agit-il, au contraire, pour chacun, d'affirmer ses velléités géostratégiques et géopolitiques ?

Si l'on s'intéresse, tout d'abord, aux relations qu'entretient Israël avec ses voisins, on peut distinguer deux situations : celle des rapports avec l'Égypte et la Jordanie, et celle des rapports avec le Liban. En effet, on l'a vu, les découvertes d'hydrocarbures en Méditerranée orientale ont accentué les volontés de coopération entre Israël et certains de ses voisins. Les exportations de gaz israélien à destination de l'Europe et passant par l'Égypte ont d'ailleurs débuté dès janvier dernier. De la même façon, dès 2016, la Jordanie a conclu un accord de 10 milliards de dollars pour se faire livrer du gaz israélien. Néanmoins, ces deux exemples d'apaisement des relations entre Israël et ses voisins n'illustrent pas une possible réussite du projet EastMed, puisqu'ils en sont indépendants, et que si les gouvernements égyptien et jordanien ne voient pas de problème à travailler en partenariat avec les israéliens, cette coopération est largement refusée par les populations. Quant aux relations qu'entretient Israël avec le Liban, elles sont loin de s'améliorer du fait du projet EastMed — c'est même tout le contraire : depuis la découverte des champs gaziers de Tamar et de Léviathan, au Nord des eaux israéliennes, un conflit oppose le Liban et Israël au sujet de leur frontière maritime, conflit dans lequel l'ONU refuse de s'interposer. Dans ce cadre, on comprend bien que ce n'est pas le projet de gazoduc EastMed qui arrangera la situation.

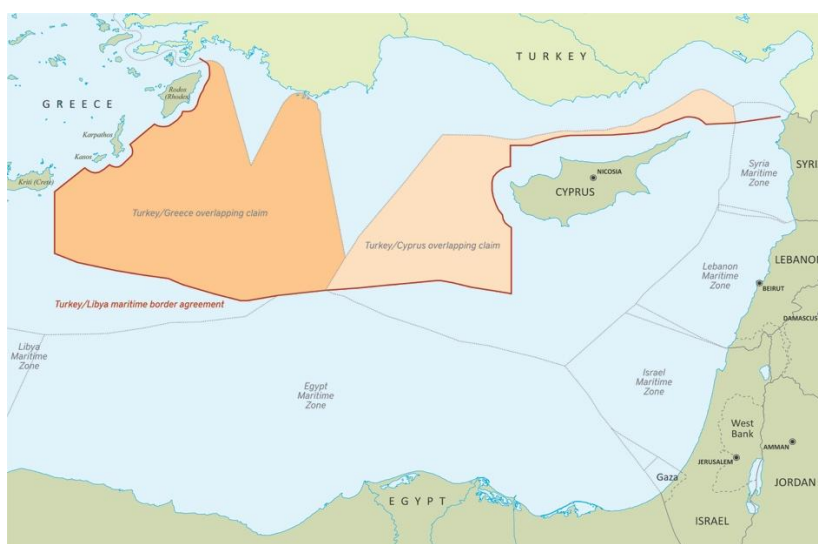
Le problème de la délimitation des zones économiques exclusives (ZEE) et des frontières maritimes se pose également entre Chypre et la Turquie.

⁴ M. RAFENBERG, EastMed, « Le projet de gazoduc destiné à contrer la Turquie », *Le Monde*, 03/01/2020.

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

En 1974, le Nord de l'île de Chypre a été envahi par la Turquie et est devenu, en 1983, la République turque de Chypre Nord. Cette partie de l'île n'est reconnue internationalement que par la Turquie et permet à Ankara de contrer les velléités chypriotes en Méditerranée. En effet, la Turquie a conclu en novembre 2019 un accord avec le Gouvernement d'union nationale libyen maritime lui donnant accès à des zones de la Méditerranée revendiquées par la Grèce et par Chypre, sous prétexte de protéger la République turque de Chypre Nord.

On voit donc se dessiner une sorte de cercle vicieux : le projet EastMed est développé pour contrer Turkstream, et la Turquie cherche ensuite à déstabiliser les acteurs du projet EastMed, qui eux-mêmes accélèrent leur processus d'accord pour contrer la Turquie. On est loin d'un apaisement des tensions.



Turkey pushes East Mediterranean boundaries / Petroleum Economist

Il paraît ainsi difficile d'apercevoir, dans les ambitions des pays acteurs du projet EastMed, la volonté d'une réelle accalmie dans la région. Au contraire, ce projet semble être plus que jamais source de conflits et révèle des intérêts divergents voire opposés, entre les États de la Méditerranée orientale.

II. L'intérêt européen : diversifier ses sources d'approvisionnement et réaffirmer son autorité dans la région

L'opposition entre les intérêts des différents acteurs n'existe pas seulement entre les États de la région mais également au niveau des puissances qui y interviennent. En effet, comme dans la plupart des enjeux du Proche-Orient, on retrouve l'intervention des États-Unis, de la Russie et de l'Europe ; et là encore, chacun semble lutter davantage pour ses propres intérêts que pour dépasser un modèle géopolitique qui paraît n'avoir que trop duré.

C'est à travers l'exemple européen que l'on peut s'en rendre pleinement compte. En matière d'énergie, l'Europe est sensiblement dépendante des importations : selon les chiffres d'Eurostat, en 2017, le taux de dépendance énergétique de l'Union européenne atteignait 55,1%⁵. Ce taux est défini par l'INSEE comme « *le rapport entre la production nationale d'énergies primaires [...] et la consommation en énergie primaire, une année donnée* »⁶. Le problème repose dans le fait que ces importations d'énergie en Europe proviennent majoritairement de Russie : en 2016, les importations russes représentaient 39,9% du gaz, 31,9 % du pétrole et 30,2% des combustibles solides⁷. Le risque pour l'Europe serait de devoir faire face à une interruption brutale d'approvisionnement, qu'elle soit volontaire ou non.

C'est pour cette raison que, depuis quelques années, l'Union européenne a fait de la diversification des sources d'approvisionnement un enjeu politique majeur. Le développement des projets d'intérêt commun (PIC) illustre bien l'importance donnée aux hypothèses qui permettraient une telle diversification. En effet, il s'agit, selon la Commission européenne, de « *projets d'infrastructures essentiels visant à achever le marché européen de l'énergie* », c'est-à-dire, visant à la fois à « *atteindre [l]es objectifs [de l'UE] en matière de politique énergétique* » mais aussi à « *parvenir à la diversification* » dans le secteur du gaz⁸. Depuis février 2020, et après un vote du Parlement européen, le projet EastMed fait désormais partie des projets d'intérêts commun, ce qui montre la volonté de l'UE de soutenir ce projet.

⁵ Eurostat, Energy balance sheets (2017 data).

⁶ INSEE, définition « Taux de dépendance énergétique » : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1811>

⁷ « La dépendance énergétique européenne », *Toute l'Europe*, 24/06/2019 : <https://www.touteleurope.eu/actualite/la-dependance-energetique-europeenne.html>

⁸ Commission européenne, « Fiche d'information : questions et réponses sur les PIC dans le domaine de l'énergie et sur l'objectif d'interconnexion des réseaux électriques ».

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

La prise de position de l'UE en faveur du projet EastMed révèle, en plus de sa volonté de diversifier son approvisionnement énergétique, l'ambition de retrouver du poids dans une région qui pourrait se désintéresser d'elle. Cette ambition passe notamment par le soutien qu'elle apporte à la République de Chypre, membre de l'Union européenne, prise entre les feux d'une région brûlante. Ce soutien de l'UE se manifeste particulièrement dans le conflit qui oppose Chypre et la Turquie au sujet de la délimitation de leur frontière maritime et de leur zone économique exclusive. En effet, en janvier dernier, l'UE a menacé Ankara de sanction en cas de forage illégal d'hydrocarbures dans les eaux chypriotes en estimant que « *l'intention de la Turquie de lancer de nouvelles activités d'exploration et de forage dans l'ensemble de la région [allait] malheureusement dans le sens opposé* » aux efforts dont doivent faire preuve les membres de la communauté internationale pour « *ne pas porter atteinte à la stabilité et à la sécurité régionales* »⁹ (Peter Stano, porte-parole de Josep Borrell, chef de la diplomatie de l'UE).

Depuis, les provocations turques en Méditerranée orientale n'ont pas cessé, ce qui a poussé les Ministres des Affaires étrangères français, grec, chypriote, égyptien et émirien à réagir, dans une déclaration conjointe, qui comporte notamment cet extrait :

*« Les ministres ont dénoncé les activités illégales turques en cours dans la zone économique exclusive et les eaux territoriales de Chypre, qui représentent une violation flagrante du droit international, notamment de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il s'agit de la sixième tentative turque en moins d'un an de mener illégalement des opérations de forage dans les zones maritimes de Chypre. »*¹⁰

Néanmoins, et comme souvent avec l'Union européenne, le problème vient du manque d'union dans les réactions. En effet, si la France semble réagir vertement contre les provocations turques en Méditerranée orientale, le reste de l'Europe tarde parfois à les dénoncer, en raison, notamment, du « chantage aux migrants » exercé par la Turquie depuis la signature d'un accord sur l'immigration en 2016. Pour James Moran, ancien ambassadeur de l'UE en Egypte, l'Union européenne ne peut donc pas faire preuve d'autorité dans la région tant qu'elle n'adopte pas une position commune¹¹.

⁹ Union européenne – Action extérieure. Turquie : déclaration du porte-parole sur l'annonce d'une nouvelle opération de forage 18/01/2020.

¹⁰ Déclaration conjointe adoptée par les ministères des Affaires étrangères de Chypre, Egypte, France, Grèce et des Emirats Arabes Unis (EAU), 11/05/2020.

¹¹ « Will new gas deal fuel regional rivalry in east Mediterranean ? », *Al Jazeera*, 02/01/2020.

Par ailleurs, en contrant les ambitions turques, notamment à travers le projet EastMed, l'UE se pose également en adversaire de la Russie, partenaire d'Ankara dans le projet Turkstream. Contrer le projet Turkstream peut aussi être un moyen pour l'Union européenne de réitérer face à la Russie sa position dans le conflit ukrainien : en effet, le projet Turkstream permet à la Russie de contourner l'Ukraine en passant par la mer Noire. Néanmoins, Turkstream est aujourd'hui achevé, tandis qu'EastMed n'est encore qu'un projet. Ce n'est donc pas encore demain que l'UE pourra réduire drastiquement sa dépendance au gaz russe et être moins hésitante quant aux sanctions qu'il lui revient parfois d'appliquer.

L'implication européenne dans le projet EastMed ne paraît donc pas non plus de nature à bouleverser le schéma géopolitique de la région, ni même à apporter un semblant d'apaisement, et ce, notamment en raison de son incapacité à apparaître comme une figure d'autorité en Méditerranée orientale.

III. Nouvelle ère ou projet déjà compromis ?

Si le projet EastMed ne semble pas pouvoir révolutionner le système géopolitique en Méditerranée orientale, c'est avant tout parce que la réalisation du projet peut paraître elle-même compromise. En effet, pour Mehmet Ogutcu, ancien diplomate turc et membre du London Energy Club, le projet EastMed est comparable au projet Nabucco initié en 2002 et abandonné en 2013. Il s'agissait d'un projet de gazoduc visant à transporter le gaz de la mer Caspienne vers l'Europe afin d'éviter le gaz russe. Le projet Nabucco et son abandon illustrent la difficulté à passer du projet à la réalisation.

La construction de gazoduc soulève effectivement de nombreuses difficultés, liées notamment au financement. Le fait que l'UE ait classé EastMed dans la catégorie des projets d'intérêt commun ne signifie pas que le projet bénéficiera automatiquement d'un financement : selon la Commission européenne, « *s'agissant des subventions pour les travaux [...], seuls certains projets figurant sur la liste des PIC [...] pourront prétendre* » à une aide financière¹². De l'autre côté, l'apport financier des sociétés pétrolières reste subordonné aux bénéfices qu'elles peuvent espérer tirer de ce gazoduc ; or,

¹² Commission européenne, « Fiche d'information : questions et réponses sur les PIC dans le domaine de l'énergie et sur l'objectif d'interconnexion des réseaux électriques ».

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

ce trajet et ce mode de transport du gaz ne sont pas les moins coûteux. Il y a donc fort à parier que le projet ne trouvera pas de financement.

Par ailleurs, c'est l'absence — et même le rejet — de la Turquie dans ce projet qui, pour certains, rend impossible la réalisation d'un tel gazoduc. M. Ogutcu, par exemple, met en avant les atouts de la Turquie : il s'agit du plus grand pays de la Méditerranée orientale, avec la plus longue surface côtière, la consommation énergétique la plus importante et l'économie la plus développée. Pour lui, laisser de côté la Turquie, comme cela a été le cas jusqu'à présent, est une erreur. Il considère qu'il ne peut pas y avoir de coopération qui fonctionne dans la région sans la Turquie.

On constate donc bien le paradoxe de la situation : un projet qui s'est construit contre la Turquie aurait pour condition *sine qua non* d'existence l'intégration de la Turquie. Et en effet, le projet tel qu'il est actuellement présenté paraît davantage relever de la menace politique que de la réalité.

Un projet dont l'objet même est de rejeter et de contrer l'une des grandes puissances régionales, mais dont la réalisation paraît très difficile en l'absence d'accord avec cette puissance, ne semble pas pouvoir constituer un premier pas vers une « *nouvelle ère géopolitique* » dans la région.

Le projet de gazoduc EastMed : de la volonté de chacun de satisfaire ses propres intérêts à une « nouvelle ère géopolitique » en Méditerranée orientale ?

Conclusion

Le projet de gazoduc EastMed partait de l'idée intéressante de coopération entre les pays du bassin du Levant en matière énergétique. Néanmoins, le poids trop important des intérêts géopolitiques propres à chacun a sans doute amputé ce projet de ce qui en constituait le principal intérêt : la possibilité de mettre véritablement de côté les tensions régionales pour faire prévaloir un pragmatisme économique dont les effets politiques auraient été réels. Au fur et à mesure des projets opposés et des négociations ratées, on en vient à se dire que la nouvelle ère géopolitique en Méditerranée orientale ne sera rien d'autre qu'un énième conflit.